

LE TEMPS

WikiLeaks 17:45

Le choc et l'embarras des diplomaties

Par AFP

Les capitales du monde entier ont vivement réagi au lendemain de la divulgation, par le site WikiLeaks, du contenu de 250 000 câbles diplomatiques américains, révélant tout particulièrement la peur suscitée par le programme nucléaire iranien

«La fuite des câbles américains déclenche une crise diplomatique mondiale», affirme lundi le quotidien britannique [The Guardian](#), qui a eu accès aux documents de WikiLeaks, comme quatre titres de référence de la presse mondiale: [The New York Times](#), [Le Monde](#), [El Pais](#) et Der Spiegel.

Alors que les premières fuites de WikiLeaks, en juillet sur l'Afghanistan, contenaient peu d'importantes révélations, et celles en octobre émanant d'Irak se concentraient en majorité sur des exactions commises entre différentes factions du pays, ces documents jettent une lumière crue sur la diplomatie américaine et mettent Washington dans l'embarras.

Appel du roi Abdallah d'Arabie saoudite aux Etats-Unis pour qu'ils attaquent l'Iran, informations selon lesquelles ce pays a obtenu auprès de la Corée du Nord des missiles très performants, demande d'espionnage de responsables de l'ONU, jugements peu amènes sur les principaux dirigeants mondiaux... les documents ont déclenché une onde de choc aux conséquences encore imprévisibles.

Ces derniers jours, la diplomatie américaine avait tenté de limiter les dégâts en alertant plus d'une dizaine de pays, afin de préparer leurs gouvernements. Dimanche, la Maison Blanche a condamné «dans les termes les plus forts» la publication «irresponsable et dangereuse» de ces documents, affirmant que l'initiative de WikiLeaks pourrait faire courir des risques mortels à des individus.

Une position reprise par les principaux alliés de Washington. Londres a ainsi condamné «toute publication non autorisée d'informations classifiées», estimant qu'elle pouvait «mettre à mal la sécurité nationale».

En France, le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a déclaré lundi que Paris était «très solidaire de l'administration américaine» contre la publication des documents qu'il considère comme une «menace» visant «l'autorité et la souveraineté démocratiques».

Les Nations unies n'ont pas voulu commenter les documents faisant état de demande de collecte d'informations sur ses fonctionnaires, mais elles ont souligné compter «sur le respect par les Etats membres» de leurs privilèges et immunités. Au Proche-Orient, un haut responsable israélien estime qu'Israël «s'en tire à très bon compte», les révélations montrant selon lui que son gouvernement «n'a pas un double langage et dit en privé ce qu'il dit en public».

Les fuites confirment la position traditionnelle d'Israël en faveur d'une grande fermeté à l'égard de Téhéran et ses doutes sur l'intérêt de la politique de la main tendue du président Barack Obama vis-à-vis de l'Iran.

Mais les documents révèlent la très grande inquiétude des pays arabes, Arabie saoudite en tête, face au

programme nucléaire iranien. Et de multiples demandes du roi Abdallah pour que les Américains engagent une action militaire contre Téhéran, afin de «couper la tête du serpent» auquel il compare l'Iran.

Des révélations susceptibles de créer de nouvelles tensions dans la région. «Tout cela est très négatif. Ce n'est pas bon pour bâtir la confiance», a réagi un conseiller gouvernemental saoudien sous couvert de l'anonymat.

Face aux accusations, le site WikiLeaks affirme avoir voulu souligner la «contradiction» entre la position officielle américaine et «ce qui se dit derrière les portes closes». Ainsi, les alliés de Washington ne sont pas épargnés par les diplomates américains. Nicolas Sarkozy est décrit comme «susceptible et autoritaire», Silvio Berlusconi comme «irresponsable», la chancelière Angela Merkel comme faisant «rarement preuve d'imagination».

«Ces documents, même illégalement transmis à WikiLeaks, risquant à tout moment de tomber dans le domaine public, [Le Monde](#) a considéré qu'il relevait de sa mission d'en prendre connaissance, d'en faire une analyse journalistique et de la mettre à la disposition de ses lecteurs», a expliqué de son côté le quotidien français.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA